

Pour le démantèlement de la colonie

ALAIN DENEULT, *Bande de colons. Une mauvaise conscience de classe*, Montréal, Lux, 2020, 210 pages

Gabriel Arsenault

Volume 15, numéro 1, automne 2020

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/94528ac>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Ligue d'action nationale

ISSN

1911-9372 (imprimé)

1929-5561 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce compte rendu

Arsenault, G. (2020). Compte rendu de [Pour le démantèlement de la colonie / ALAIN DENEULT, *Bande de colons. Une mauvaise conscience de classe*, Montréal, Lux, 2020, 210 pages]. *Les Cahiers de lecture de L'Action nationale*, 15(1), 22–24.

Pour le démantèlement de la colonie

Gabriel Arsenault

ALAIN DENEAULT

BANDE DE COLONS. UNE MAUVAISE CONSCIENCE DE CLASSE

Montréal, Lux, 2020, 210 pages

En mai dernier, la jeune intellectuelle Émilie Nicolas remportait le prix de la SODEP pour son essai «Maître chez l'Autre», dont le fil conducteur est une critique anticolonialiste du poème *Speak White* de Michèle Lalonde. En juin, une animatrice de la CBC recevait un blâme pour avoir cité *Nègres blancs d'Amérique* de Pierre Vallières. En août, le même impair valait à une professeure de l'Université Concordia de faire face à une révolte étudiante.

De toute évidence, les intellectuels des années 1960 et 1970 qui percevaient les Québécois comme des colonisés sont aujourd'hui de plus en plus répudiés par une nouvelle génération qui invite à envisager les Québécois d'héritage canadien-français comme des Blancs privilégiés, voire comme des colonisateurs¹.

Selon Alain Deneault, les Québécois ne sont en réalité ni tout à fait des colonisés ni tout à fait des colonisateurs : ils sont plutôt, en majorité, des colons. Voilà la grande contribution de l'ouvrage : penser le concept de colon et l'appliquer aux cas québécois et canadien. En faisant le portrait du colon, Deneault complète ainsi, trois-quarts de siècle plus tard, le célèbre diptyque de l'écrivain tunisien, Albert Memmi, à qui l'on doit *Portrait du colonisé* et *Portrait du colonisateur*.

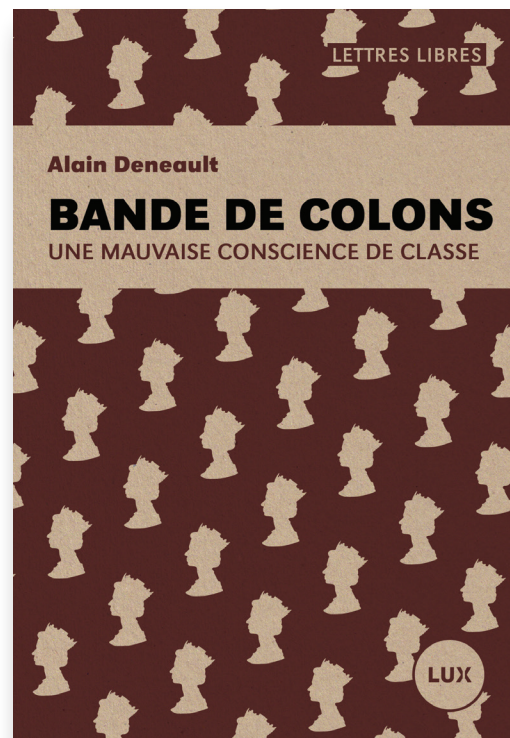
On aura compris que pour Deneault, le Canada demeure une colonie, peuplée encore aujourd'hui de colonisateurs, de colonisés, et surtout de colons. Cette position surprend : le Canada n'est-il pas en pratique un État souverain, complètement indépendant du Royaume-Uni ? Certes, Deneault reconnaît que le Canada n'est plus une colonie britannique ; il soutient qu'elle est, et qu'elle a au fond toujours été, une colonie de nature économique plutôt que politique. Autrement dit, ses colonisateurs renvoient moins à un peuple qu'à des intérêts économiques étrangers. Ainsi, notre auteur envisage le Canada fondamentalement comme un espace administratif gouverné par des intérêts économiques (souvent peu ancrés sur le territoire) dont le dessein est l'exploitation de richesses.

Deneault rappelle ainsi que, dès le début de l'histoire coloniale les Européens peinaient à voir en le Canada autre chose qu'un entrepôt de ressources à exploiter à profit par des entreprises commerciales, d'abord la Compagnie des Cent-Associés, puis la Compagnie de la Baie d'Hudson. Les premiers Européens y sont venus pour exploiter la fourrure, la morue, à défaut d'y trouver de l'or ou des épices. Les immigrants qui les ont suivis cherchaient similairement à améliorer leur sort économique. Son territoire est quadrillé de villes existant pour exploiter des ressources économiques (Rouyn-Noranda, Murdochville). Aujourd'hui, ses habitants se représentent moins comme formant un peuple que comme appartenant à une vaste classe moyenne. Le gouvernement y est au mieux vu comme «une officieuse société d'assurance dont on se plaint des prestations» (p. 86).

Au Canada, les choses se présentent différemment. Détrôner les colonisateurs et transformer le Canada en république est tout aussi justifié qu'ailleurs... mais ne saurait suffire, puisque la bande de colons s'étendant coast to coast ne constitue pas un peuple avec l'épaisseur sociologique nécessaire à l'exercice du pouvoir populaire, selon Deneault, qui appelle ainsi de ses vœux une fragmentation du Canada en régions qui partageraient «sur un mode intense, des pratiques culturelles, un rapport à la terre, au ciel et à l'eau» (p. 204). Ces régions auraient, elles, la légitimité requise pour former de véritables républiques démocratiques.

De manière schématique, déductive, on pourra dire que le colonisateur est à la fois souverain et possédant alors que le colonisé est son contraire, c'est-à-dire dominé et dépossédé. Les colons, quant à eux, sont les petites mains du colonisateur : ils ne décident pas, mais profitent jusqu'à un certain point de l'exploitation coloniale.

Les colonisateurs sont ceux qui maîtrisent le destin de la colonie, qui l'organisent selon leurs visées économiques. Aujourd'hui, ce groupe renvoie principalement aux multinationales, au grand capital, à l'oligarchie, à la caste, au 1 %. Ce sont par exemple les membres de la riche famille Irving, qui domine complètement le Nouveau-



Brunswick. Deneault dira que le Canada est une sorte de Congo de Léopold II réussi, c'est-à-dire qui réalise sa finalité : enrichir durablement ses colonisateurs.

Les colons, quant à eux, renvoient à monsieur madame tout le monde. L'écoumène du Canada se présente comme un Chili à l'horizontale, longeant la frontière américaine : elle renvoie littéralement à une bande de colons venus s'établir ici pour faire avancer les projets d'exploitation coloniale. Toujours sujets d'une couronne abstraite plutôt que citoyens, employés directement ou indirectement par Enbridge, Power Corporation ou la Royal Bank of Canada, ils se contentent de tirer un petit profit de l'exploitation continue menée depuis toujours par une poignée d'oligarques. Notons ici qu'en associant les colonisateurs au capital plutôt qu'à une nation, les francophones et les anglophones sont mis sur un pied d'égalité, ayant en partage un même statut de colon, et ce malgré l'héritage britannique de notre colonie et le fait que sa majorité politiquement dominante soit anglophone.

Deneault reconnaît bien sûr que les colons n'ont pas conscience d'appartenir à la classe des colons. C'est qu'il est douloureux, explique-t-il, de se présenter à soi-même comme étant celui qui, pour un mince profit, a collaboré pour réaliser les basses œuvres coloniales. Il est si difficile de se l'admettre que l'expression «colon» désigne chez nous une insulte, faisant référence en gros à un idiot. Un «idiot utile», préciserait Deneault, car il sert l'intérêt des puissants.

Enfin, les colonisés renvoient chez nous aux Autochtones, victimes de spoliation, de marginalisation, d'ethnocide. Au temps de la Nouvelle-France, les Autochtones ne sont pas encore colonisés, rappelle Deneault. À l'époque, les Français «constituaient

¹Voir par exemple Nungak, Zebedee. 2019. *Contre le colonialisme dopé aux stéroïdes : le combat des Inuit du Québec pour leurs terres ancestrales*. Boréal.

Bande de colons

suite de la page 22



initialement une nouvelle “tribu” sur la scène géopolitique nord-américaine» (p. 56) s’alliant à certaines, guerroyant avec d’autres. L’arrivée des Français est néanmoins absolument structurante, ou plutôt déstructurante: la Nouvelle-France aurait selon Deneault transformé l’Autochtone en colon, en un «“Indien”, c’est-à-dire un sujet défini par l’étranger et conditionné par lui. Confronté aux Français et influencé par eux, le sujet amérindien tend à saccager à son tour le territoire, élargit sur lui son empreinte et voit en son exploitation l’occasion d’affaires... C’est en colon qu’il “développe” son nouveau territoire» (p. 48). Observons ici qu’il n’existe pas de mot pour désigner le fait d’avoir été transformé en colon – «colonisé» désignant le fait d’avoir été transformé en... colonisé.

Reprenant l’analyse de Denys Delâge, Deneault raconte que c’est seulement après la Conquête, alors que les Autochtones sont repoussés dans des réserves indiennes, qu’ils cessent «d’agir comme des partenaires de Blancs jouissant d’une relative indépendance pour devenir des colonisés» (p. 64).

Quant aux Français, ils sont eux aussi campés dans une sorte de réserve, la *Province of Quebec*. À l’instar des Autochtones, ils ne sont pas aux commandes de leurs destinées, mais, partageant la civilisation des colonisateurs, la marginalisation qu’ils subiront sous l’Empire britannique n’est pas du même ordre que celle imposée aux peuples d’origine. Rapidement, et ce jusqu’à aujourd’hui, ils participent aux rouages de l’empire. À terme, à «coups de manifestations, d’élections, de grèves, les voici qui conquièrent un à un ce que la postérité retiendra comme des acquis: droit à la syndicalisation, éducation gratuite, accès aux soins de santé...» (p. 203). Autrement dit, en colons, ils collaborent avec les maîtres et en tirent un certain bénéfice.

Prendre conscience de notre statut de colon constitue une étape cruciale pour le dépasser. L’objectif de l’ouvrage n’est pas de miner la fierté nationale, mais bien de nous fournir la lucidité requise pour s’émanciper. Or, «[P]enser l’émancipation des colons du Canada sous la forme de positionnements citoyens délibérés en fonction d’une puissance d’imagination ne peut que concourir au démantèlement du Canada» (p. 204).

En Espagne, inspiré par le populisme de gauche de Chantal Mouffe, le parti politique Podemos invite à distinguer le peuple de la caste. Ces catégories s’appliquent à une démocratie corrompue: le peuple est bien là, mais son pouvoir est injustement confisqué par une caste qu’il s’agirait de détrôner pour restituer le pouvoir populaire. Au Canada, les choses se présentent différemment. Détrôner les

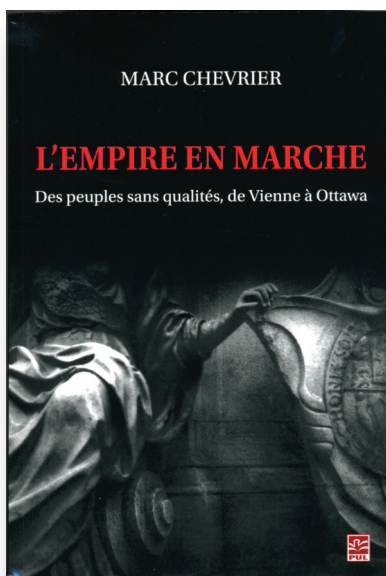
colonisateurs et transformer le Canada en république est tout aussi justifié qu’ailleurs... mais ne saurait suffire, puisque la bande de colons s’étendant *coast to coast* ne constitue pas un peuple avec l’épaisseur sociologique nécessaire à l’exercice du pouvoir populaire, selon Deneault, qui appelle ainsi de ses vœux une fragmentation du Canada en régions qui partageraient «sur un mode intense, des pratiques culturelles, un rapport à la terre, au ciel et à l’eau» (p. 204). Ces régions auraient, elles, la légitimité requise pour former de véritables républiques démocratiques.

Une deuxième raison, présentée de manière plus impressionniste, voire énigmatique, justifie selon Deneault un démantèlement du Canada: la crise environnementale à venir rendrait les grands ensembles politiques intimement définis par le capitalisme à la fois caducs et incompatibles avec la nécessaire transition écologique. «Pour s’en remettre, il faudra, de gré ou de force, constituer des ordres politiques nouveaux. La révolution consistera ici à rendre révolu le Canada pour lui substituer des aires politiques régionales tablant sur la production locale, reposant sur la logique des circuits courts de distribution» (p. 206).

Soulignons l’originalité de la réflexion: Deneault échafaude un argumentaire costaud pour démanteler le Canada sans prendre pour point de départ le désir d’affirmation du Québec. En même temps, il propose aux Québécois un projet politique fort compatible avec l’indépendance du Québec (mais sans l’exiger absolument): cesser d’être des colons pour devenir des citoyens d’une république démocratique libre.

L’ouvrage invite également à une réflexion sur les frontières légitimes du territoire québécois. Deneault ne le dit jamais, mais on comprendra que son raisonnement invite tout autant à envisager le démantèlement du Québec que celui du Canada. S’il reconnaît que «[L]e mouvement indépendantiste québécois a constitué la seule force politique au Canada susceptible d’ébranler quelque peu le Canada dans sa forme actuelle, de redéfinir le statut colonial des sujets politiques canadiens» (p. 84), il rappelle du même souffle que le territoire québécois reste une créature de l’entreprise coloniale britannique (p. 85). S’il existe indéniablement un peuple québécois, force est de constater qu’il n’habite en réalité qu’une infime partie de son territoire, encore principalement les rives du Saint-Laurent (son initiale «réserve»); on devine d’ailleurs que les Nord-Québécois ne partagent pas, avec les Montréalais, «sur un mode intense [...] un rapport à la terre, au ciel et à l’eau». Deneault ne nous invite pas forcément ici à embrasser le partitionnisme, mais au minimum d’apprendre à habiter le territoire sans les réflexes que nous ont inculqués quatre siècles d’histoire coloniale. ❖

**Soulignons l’originalité de la réflexion :
Deneault échafaude un argumentaire
costaud pour démanteler le Canada sans
prendre pour point de départ le désir
d’affirmation du Québec. En même
temps, il propose aux Québécois un
projet politique fort compatible avec
l’indépendance du Québec**



LE PRIX RICHARD-ARÈS DU MEILLEUR ESSAI PUBLIÉ EN 2019 AU QUÉBEC

EST DÉCERNÉ PAR LA LIGUE D’ACTION NATIONALE À

MARC CHEVRIER

POUR SON OUVRAGE PARU
AUX PRESSES DE L’UNIVERSITÉ LAVAL

L’EMPIRE EN MARCHÉ
Des peuples sans qualités, de Vienne à Ottawa